MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

AIDES D'ÉTAT

RÈGLEMENTATION ET PRÉSENTATION DE LA PLATEFORME AIDES D'ÉTAT

22 NOVEMBRE 2024

DGCL:
Patricia KIPIANI
DGE :
Vincent DORTET-BERNADET
Holy RASANDY
Bruno LEBOULLENGER

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

La Plateforme Aides d'État, en synthèse

La Plateforme Aides d'État , est un outil **unique** et **sécurisé** permettant de centraliser les données sur toutes les **aides d'État** et les **aides de minimis** octroyées aux entreprises par les autorités d'octroi :

Les services de l'Etat

Les établissements publics opérant des aides
(BPIFrance, ADEME, …)

Les collectivités territoriales et leurs groupements (régions, départements, EPCI à fiscalité propre, communes, ...)

Ces organismes constituent les utilisateurs potentiels de la Plateforme Aides d'État qui ont vocation à :

1. **Verser leurs données** des aides dans la Plateforme Aides d'État
2. **Consulter** des informations portant sur les aides d'État octroyées par les **autres organismes**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Les objectifs de la Plateforme Aides d'État

1. Simplification et automatisation des reporting dus à la Commission Européenne

De minimis, transparence, reporting annuel

2. Aide à la décision d'octroi de nouvelles aides

Accès à la liste des aides octroyées à une entreprise

3. Suivi et pilotage des aides versées par secteur d'activité, territoire, objectif …

Tableaux de bords, Statistiques

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Quels gains pour les entreprises ?

Déclencher plus de demandes grâce à un allègement de la charge administrative

Aujourd'hui les entreprises doivent fournir à chaque autorité sollicitée :

- Pour les aides de minimis, la liste des aides déjà perçues dans les derniers 36 mois
- Pour les aides d'Etat, le plan de financement du projet, la liste des aides perçues et en cours de demande

⇨ **La plateforme supprime tout ou partie de ces formulaires**

Déclencher plus de décisions, en réduisant l'incertitude juridique

Il existe une forte incertitude sur (i) le champ de ce qui relève des aides d'Etat et aides de minimis et (ii) sur le calcul lui-même, en particulier pour les aides fiscales

⇨ **La plateforme fournirait de façon fiable l'information nécessaire pour protéger l'entreprise du risque d'illégalité**

Réduire le coût du recours aux aides

Remplir les formalités représente un coût considérable, non lié à la conduite opérationnelle de l'entreprise

⇨ **La plateforme permet au chef d'entreprise de se focaliser sur son cœur de métier**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Quels gains pour les autorités d'octroi ?

Réduire le risque de décision inappropriée voire illégale

Aujourd'hui la fiabilité des décisions repose sur le déclaratif des entreprises, ce qui génère trois risques:

- d'ignorance, d'optimisation opportuniste (asymétrie d'information), d'incompréhension du dispositif

⇨ **La plateforme sécurise les décideurs et leur tutelles**

Apporter la vision complète et fiable des aides octroyées pour un véritable pilotage stratégique

- Sous réserve de combler le hiatus sur les aides fiscales
- En facilitant les relations entre autorités d'octroi (Etat, Collectivités Locales, opérateurs…)

⇨ **La plateforme rend possible un pilotage stratégique que le manque de données interdit actuellement**

Réduire les coûts d'instruction et de reporting des demandes d'aides

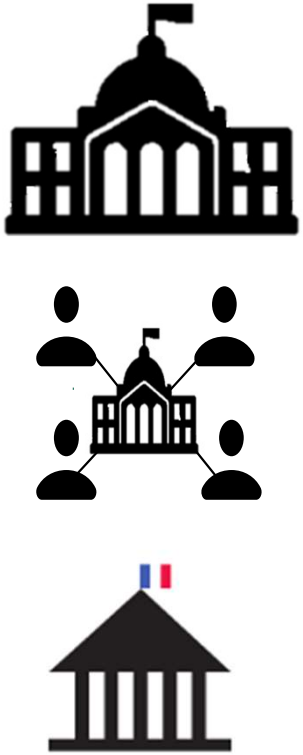
La vérification des plafonds réglementaires représente un coût et une complexité pour les autorités d'octroi

Les obligations des reporting à la Commission ont un coût RH considérable (reporting annuel, déclaration de transparence)

⇨ **La plateforme permet à termes d'alléger ces coûts**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les principales fonctions et écrans de la Plateforme Aides d'Etat



Versent aides d'Etat

La Plateforme Aides d'Etat

1 – Tableau de bord de leurs aides ✓

2 – Déclaration de transparence ▪▪

3 – Chiffres du rapport annuel ✓

4 – Liste des aides d'Etat par entreprise ✓

5 – Statistiques ✓

6 - Consultation des Régimes d'aides ✓

7 - Registre national des aides de minimis

3 modalités de versement: formulaire de saisie, chargement d'un fichier csv, envois automatiques de scripts de machine à machine

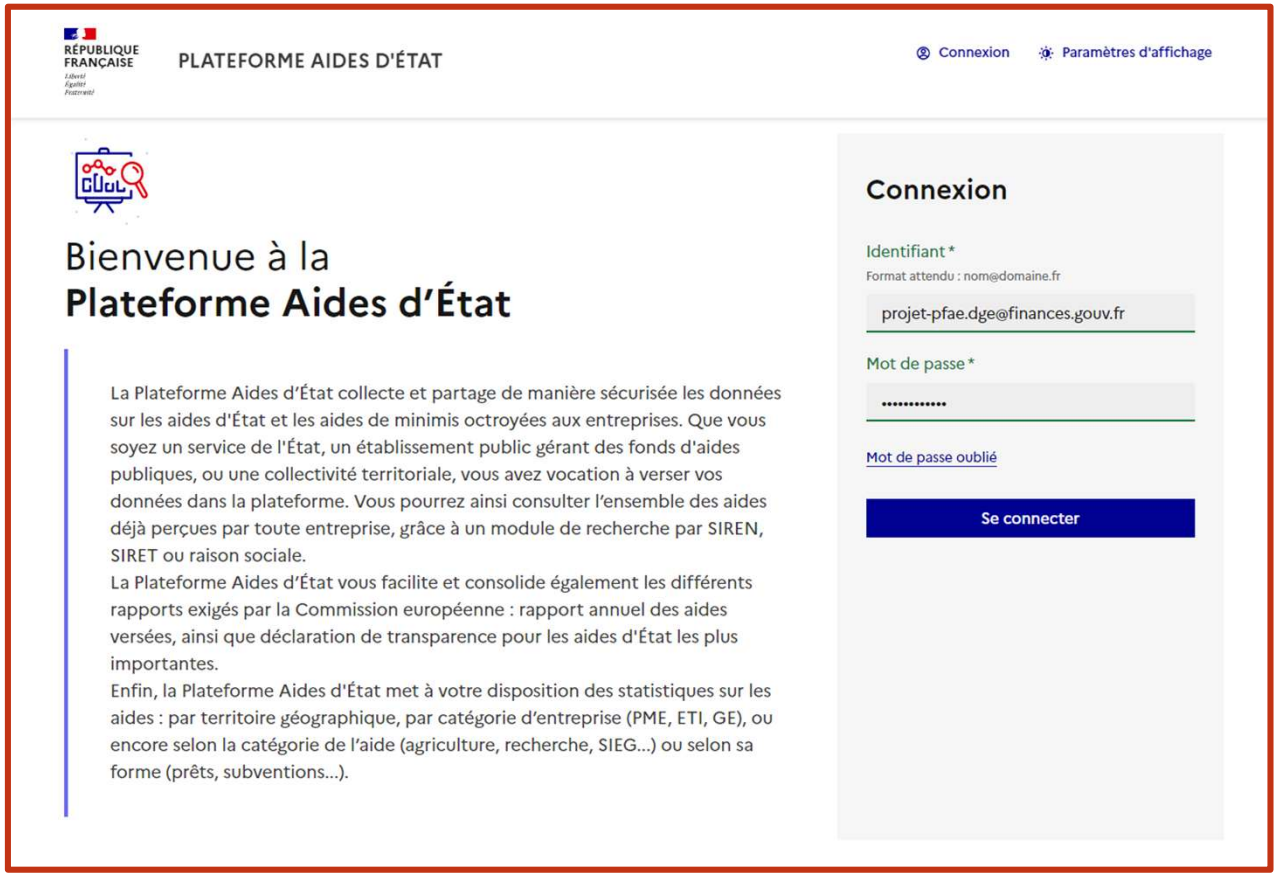
MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Quels attendus de la part des autorités d'octroi?

- ✓ Nous contacter pour ouvrir un compte de test
- ✓ Signer une convention avec la DGE (pour le « vrai » outil)
- ✓ Désigner un administrateur qui gèrera les compte en interne à votre Collectivité
- ✓ Respecter la liste et le format des données obligatoires pour chaque aide (dictionnaire mis à disposition)
- ✓ Pour les autorités d'octroi qui voudront utiliser le webservice, réaliser des développements afin de respecter un cahier des charges (mis à disposition : T2 2025)

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

La V1 de la Plateforme Aides d'Etat est déployée



- Site réel devant intégrer des données réelles : **https://plateforme-aides-etat.finances.gouv.fr/connexion**
- Site « école » devant intégrer des données fictives: **https://int.plateforme-aides-etat.finances.gouv.fr/connexion**

Adresse de contact :
Projet-pfae.dge@finances.gouv.fr

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

La Plateforme Aides d'Etat : travaux juridiques

POUR LES AIDES DE MINIMIS, EN 2025 :

- ❑ Les règlements européens *de minimis* sont d'application directe pour toutes les autorités d'octroi de l'Etat et des collectivités (obligation de publication des aides de minimis dans un registre unique)
- ❑ Toutefois, les règlements européens *de minimis* laissent aux Etats membres le choix de l'outil utilisé comme registre unique (soit l'outil de la Commission; soit un registre national)
- ❑ La France doit donc définir le registre unique imposé aux autorités d'octroi selon ses procédures de droit interne, c'est-à-dire:
- ➢ *Un décret pour l'Etat*
- ➢ *Une loi pour les collectivités*

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

La Plateforme Aides d'Etat : travaux juridiques

POUR LES AUTRES AIDES D'ETAT, ENVISAGÉ DANS UN SECOND TEMPS (1er JANVIER 2027?) :

- Véhicule législatif requis pour :
  - les Collectivités
  - la levée du secret fiscal (contour des groupes et aides d'Etat fiscales les cas échéant)
- Véhicule réglementaire pour les Services de l'Etat hors aides fiscales

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Les prochaines étapes

1 – Le système d'information

- D'ores et déjà : possibilité de réaliser des tests pour se familiariser avec l'outil
- T1 2025 : Déploiement de la V3 – diffusion du cahier d'interface du webservice d'importation pour les organismes voulant intégrer des données par M2M

2 - Travaux juridiques

- Décembre 2024 : RIM décisionnelle sur le registre *de minimis*
- 2025 : En fonction de l'arbitrage interministériel, Loi DDADUE pour le registre *de minimis*

3 - Aspects de gouvernance et financiers : action interministérielle

- 2025 : Constitution d'un comité stratégique
- T2 2025 : 1ère réunion du comité stratégique

ANNEXES

Comment ça fonctionne?

1. Les autorités d'octroi sont autonomes pour gérer les comptes de leurs utilisateurs :

1. **Une convention DGE-autorité d'octroi désigne l'administrateur**
2. **La DGE crée le compte administrateur**
3. **L'administrateur gère les utilisateurs de son organisme (dont administrateurs secondaires qui peuvent le suppléer pour une majorité de fonctionnalités)**

2. L'organisme qui décide l'octroi de l'aide importe les données afférant à cette aide:

1. **Pas de double compte : si l'autorité d'octroi confie la gestion de tout ou partie de ses aides à un opérateur public, c'est l'opérateur public qui importe les données correspondantes dans la Plateforme – l'autorité d'octroi a accès à ces données**
2. **Exception : les opérateurs privés**

Comment ça fonctionne?

3. Les données à importer respectent un format unique :

1. **Un dictionnaire de données est établi, commun à tous les utilisateurs et indiquant format et caractère obligatoire ou non de chaque champ de données**
2. **Les informations sont fournies aide par aide (données non agrégées)**
3. **Les données d'octroi sont nécessaires pour le TAM et le registre *de minimis*, les données de versement sont nécessaires pour le reporting annuel**

3 blocs de données pour décrire l'aide octroyée :

- **Les données qualifiant juridiquement l'aide (identifiant unique, régime, instrument, date octroi…)**
- **Les données financières (pour l'octroi, pour chaque versement)**
- **Les données relatives au bénéficiaire (SIRET ou SIREN) et au projet (descriptif…)**

Comment ça fonctionne?

4. Les autorités d'octroi pourront choisir entre différentes modalités techniques de versement des données :

1. **Disponible à ce jour : importation de fichiers csv,**
2. **Disponibles à partir de début 2025 :**
    1. **saisie d'une aide à travers un formulaire,**
    2. **automatisation des importations des SI des organismes grâce à un webservice d'importation (*nécessite des développement informatiques au niveau des organismes*)**

Ces 3 modalités ne sont pas exclusives l'une de l'autre : il pourra par exemple être possible de saisir par formulaire dans un premier temps, en attendant que les développements informatiques permettent l'automatisation des requêtes créant les fichiers csv ou l'importation par webservice.

Une piste à creuser est celle de l'importation des données directement des logiciels de comptabilité (Hélios).

Comment ça fonctionne?

5. Une fois les données importées, les obligations de reporting sont facilitées, voire réalisées :

1. **TAM (déclaration de transparence) : on valide à l'écran les aides à envoyer à la Commission**
2. **Reporting annuel : les calculs sont réalisés automatiquement et exportables sont format tableur, la Région est informée en temps réel**
3. **Registre *de minimis* : le calcul des montants d'aides par SIREN sur les 36 derniers mois est automatisé, *à venir :* la publication des données sur un portail public également**

6. La majorité des données sont partagées entre les organismes :

1. **Toutes les données statistiques**
2. **Une grande partie des données unitaires : De minimis, autres AE transparentes (droit européen ou droit interne)**
3. **Les autres données peuvent être partagées via des conventions entre organismes**

Opérateur	Situation actuelle	Avec la Plateforme
Transparence : transmission à TAM	➢ Saisie manuelle dans TAM ou ➢ Transmission d'un fichier csv dans TAM	➢ **Transmission des données d'octroi à la Plateforme** ➢ Validation de la liste des aides à transmettre au TAM, et transmission par la Plateforme, prise en compte des éventuels cofinancements
Reporting auprès des autorités (administrations , Régions …)	➢ **Réalisation de tableaux de reporting pour chaque autorité** ou ➢ Saisie dans SARI2	➢ **Transmission des données de versement (1er €) dans la Plateforme** ➢ La plateforme génère le tableau de reporting pour chaque autorité ➢ Tableau exporté au format csv – facilite le copier-coller dans SARI2
Instruction des dossiers	**Les entreprises doivent transmettre des informations sur les aides déjà reçues**	La plateforme permet de consulter les aides déjà reçues par une entreprise

Région	Situation actuelle	Avec la Plateforme
Transparence : transmission à TAM	➢ Saisie manuelle dans TAM ou ➢ Transmission d'un fichier csv dans TAM	➢ **Transmission des données d'octroi à la Plateforme** ➢ Validation de la liste des aides à transmettre au TAM, et transmission par la Plateforme, prise en compte des éventuels cofinancements
Reporting annuel auprès de la DGCL	➢ **Organisation de la collecte des tableaux de reporting des EPCI et départements du territoire** ➢ **Réalisation d'un tableau de reporting agrégé pour la DGCL**	➢ **Transmission des données de versement (1er €) dans la Plateforme** ➢ La plateforme génère le tableau de reporting pour chaque autorité ➢ Tableau exporté au format csv – facilite le copier-coller dans SARI2
Instruction des dossiers	**Les entreprises doivent transmettre des informations sur les aides déjà reçues**	La plateforme permet de consulter les aides déjà reçues par une entreprise
Connaissance des aides **(tableaux de bords macro)**	La région ne connait en détail que les aides qu'elle opère directement ou par l'intermédiaire de ses opérateurs	La région connait les aides octroyée par les EPCI de son territoire par l'État sur son territoire …. (elle peut aussi analyser comment cela se passe dans les autres Régions …)

Administration	Situation actuelle	Avec la Plateforme
Connaissance des aides **(tableaux de bords macro)**	L'administration ne connait en détail que les aides qu'elle opère directement ou par l'intermédiaire de ses opérateurs	L'administration connait les aides octroyée par toutes les autorités (autres administrations, Régions, département …) qui pilotent des programmes qui relève de son champ de compétence
Reporting dans SARI2	➢ Organisation de la collecte des tableaux de reporting des DAC, des services déconcentrés, des opérateurs ➢ Saisie dans SARI2	➢ La plateforme génère le tableau de reporting pour chaque autorité et le tableau de synthèse ➢ Tableau exporté au format csv – facilite le copier-coller dans SARI2
Connaissance des dossiers individuels	Souvent aucune connaissance des aides individuelles (ou aucune conservation de l'information …)	➢ La plateforme permet de consulter les aides déjà reçues par une entreprise ➢ La plateforme permet d'obtenir des bases pour réaliser des évaluations ex-post

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les données obligatoires pour les octrois (1/4)

Intitulé du champ de données	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
identifiant_aide_operateur	Identifiant unique du contrat propre à l'organisme - invariant dans le temps et auquel on pourra rattacher les avenants et versements successifs *(peut éventuellement correspondre au numéro d'engagement juridique de la dépense)*	OUI (AE/DM)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
identifiant_SI_operateur	Identifiant du dossier dans le système d'information de l'opérateur	NON	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
autorite	Nom de l'autorité pilotant le dispositif Un opérateur qui intermédie des aides indique l'autorité qui lui a délégué la gestion du dispositif Un organisme qui octroie des aides sans intermédiaire	OUI (AE)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») Référentiel
dispositif	Nom du dispositif	OUI (AE)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») Pour les organismes contribuant au référentiel de www.aides-territoires, il s'agit du champ nom_aide_normalise
instrument_aide	Nature ou forme de l'aide	OUI (AE/DM)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») Référentiel de la DGCOMP

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les données obligatoires pour les octrois (2/4)

Intitulé du champ de données	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
regime	Numéro de régime ou de décision individuelle Connu de la DGCOMP (il s'agit des références dans SARI2)	OUI (AE/DM)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») Référentiel de la DGCOMP Les codes pour les régimes de minimis sont : Minimis_Peche / Minimis_SIEG / Minimis_TRM (transports routiers de marchandise) / Minimis_Agri / Minimis (général)
objectif	Objectif au sens de la réglementation européenne (TAM)	OUI (AE)	Libellé français du Référentiel de la DGCOMP Chaîne de caractères sans point-virgule («;»)
date_octroi	Date de signature de la convention/contrat	OUI (AE/DM)	Date au format JJ/MM/AAAA
assiette	Montant de l'assiette des dépenses couvertes par l'aide, en euros	NON	Bigdecimal soit un nombre: - *sans séparateur de milliers* - *sans puissance (bannir le format scientifique où 12345678901 est écrit sous la forme 1,23E+10)* - *sans l'unité mon »taure*
montant_aide	Montant nominal de l'aide, en euros	OUI (AE/DM)	Bigdecimal

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les données obligatoires pour les octrois (3/4)

Intitulé du champ de données	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
element_aide	Montant de l'Equivalent Subvention Brut en euros	OUI (AE/DM) sauf pour subvention	Bigdecimal
montant_cofinancements_FESI	Montant des cofinancements du Fonds Européens Structurels et d'Investissement	OUI (AE) Pour les Régions	Bigdecimal
identifiant_cofinancement	Identification unique pour un projet donné, commun à tous les cofinanceurs du projet ***Sert à calculer les seuils de transparence d'un projet cofinancé***	NON	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
identifiant_projet	Identification unique pour un projet donné, commun à toutes les entreprises concourant à ce projet ***Sert à calculer les seuils de transparence d'un projet qui bénéficie de plusieurs aides (plusieurs instruments ou plusieurs objectifs)***	NON	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
description_projet	Description du projet aidé	OUI (AE)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») ni retour charriot

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les données obligatoires pour les octrois (4/4)

Intitulé du champ de donnée	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
SIREN_contractant	Identifiant SIREN de l'entreprise signant le contrat	OUI si SIRET_contractant est vide NON autrement	Alphanumérique (format texte) composé de 9 chiffres Référentiel de l'INSEE
SIRET_contractant	Identifiant SIRET de l'entreprise signant le contrat	OUI si SIREN_contractant est vide NON autrement	Alphanumérique (format texte) composé de 14 chiffres Référentiel de l'INSEE
identifiant_labo_contractant	Pour un organisme de recherche : Numéro identifiant national du RNSR (référentiel national des structures de recherche)	NON	Alphanumérique (format texte) composé de 9 chiffres suivis d'une lettre majuscule
date_mise_a_jour	Date de mise à jour de la donnée	OUI (AE/DM)	Date au format JJ/MM/AAAA

NB : à partir du SIREN, ou du SIRET le système importera : raison sociale, catégorie juridique, commune, secteur, taille (GE/ITE/PME) de l'entreprise, correspondant à la date d'octroi de l'aide (et non à la date de transmission dans la plateforme) – ces champs peuvent néanmoins être transmis par les organismes.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Les données obligatoires pour les versements d'AE (1/2)

Intitulé du champ de données	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
identifiant_aide_operateur	Identifiant unique du contrat propre à l'organisme - invariant dans le temps *(peut éventuellement correspondre au numéro d'engagement juridique de la dépense)*	OUI (AE)	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
identifiant_operation	Identifiant unique de l'opération *(pour les versements, peut correspondre par exemple au numéro du paiement ou du mandat)*	NON	Chaîne de caractères sans point-virgule («;») 50 caractères maximum
nature_operation	Nature de l'opération	OUI (AE)	Doit avoir l'une de ces valeurs : Versement / Octroi / Modification contrat / Récupération avance
indice_operation	indice (numéro d'ordre) de l'opération *nécessaire pour le dédoublonnage*	OUI (AE) sauf pour octroi	Nombre entier de 1 à N
date_operation	Date de l'opération	OUI (AE) sauf pour octroi	Date au format JJ/MM/AAAA
montant_operation	Montant nominal de l'opération, en euros	OUI (AE) sauf pour octroi	Bigdecimal

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Les données obligatoires pour les versements d'AE (2/2)

Intitulé du champ de données	Définition	Obligatoire	Format / Exemples
montant_ESB_operation	Montant équivalent subvention brut de l'opération (appelé également élément d'aide), en euros	OUI sauf« octroi »	Bigdecimal
montant_FESI_operation	Montant nominal des financements FESI (Fonds Européens Structurels et d'Investissement) de l'opération, en euros	OUI sauf« octroi »	Bigdecimal